

# Cloud JEDI : Microsoft garde les faveurs du Pentagone

Microsoft s'est félicité, mercredi 15 avril, des conclusions d'un [rapport](#) du Bureau de l'inspecteur général du Pentagone ou Département de la défense des États-Unis (DoD OIG).

L'attribution à [Microsoft](#) par le Pentagone du contrat de services cloud JEDI (Joint Enterprise Defense Infrastructure) a-t-elle fait l'objet d'une pression « inappropriée » exercée par la Maison Blanche, comme le prétend Amazon ? Il semble que non, selon l'institution chargée de « détecter les abus » et de « promouvoir l'efficacité » du Département américain de la défense.

L'agence fédérale a également estimé « conforme » la décision d'attribuer le méga-contrat de 10 milliards de dollars sur 10 ans à un unique fournisseur de services cloud d'infrastructure, plutôt que de décomposer le marché en lots attribuables à différents acteurs.

En revanche, le rapport souligne que l'équipe de Donald Trump n'a pas « pleinement » coopéré à l'enquête. Le Pentagone, de son côté, aurait fourni « indûment » à Amazon des informations exclusives (documents non caviardés) appartenant à la firme de Redmond.

Sans surprise, Microsoft a saisi l'occasion pour préciser sa vision du dossier.

## **Bras de fer entre Microsoft et AWS**

« Microsoft a remporté le contrat JEDI parce que le Département de la défense a constaté que nous proposons une technologie 'nettement supérieure' à un meilleur prix », a déclaré dans un [billet de blog](#) Jon Palmer, avocat général adjoint du groupe technologique de Redmond.

Selon lui, Amazon, maison mère du fournisseur cloud Amazon Web Services (AWS), « a fait une offre élevée et a perdu » et tente d'obtenir la révision de l'appel d'offres.

La firme fondée et dirigée par Jeff Bezos, de son côté, perçoit le refus de la Maison Blanche de coopérer à l'enquête de l'inspecteur général du Pentagone comme « une nouvelle tentative flagrante d'éviter un examen significatif et transparent de l'attribution du contrat JEDI. »

En février 2020, une juge fédérale accédait à la demande formulée par Amazon en faveur d'une [suspension de l'exécution du contrat](#) attribué en octobre 2019 à Microsoft. En mars dernier, le Pentagone a demandé [120 jours](#) pour « reconsidérer » certains points contestés de la procédure d'attribution, dans le but de relancer l'exécution du méga-contrat.

Les parties ont déposé leur arguments auprès de la justice américaine qui tranchera.